Eval-Opti vous adresse ses Meilleurs Vœux pour cette nouvelle année,

« Du vent dans les voiles pour les actions concrètes sur le terrain de l'évaluation multicritère, de l'amélioration du bilan environnemental des produits alimentaires, et des coopérations localisées ! ».

Pour Eval-Opti, cette année 2012 sera celle de la création d'un site web entièrement consacré aux allégations environnementales sur les produits alimentaires et aux rapports Développement Durable des filières agricoles. Annonce officielle dans le prochain Echo de l'Optimum (inscription à la newsletter sur le site www.eval-opti.fr)

Une année pour explorer les flux de matière et d'énergie dans les filières agricoles et agro-alimentaires.

EditO

Les SIQO* tournent-ils le dos aux enjeux écologiques ?

* : Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine.

A force de les voir se tenir éloignées des préoccupations environnementales nous pourrions croire que **les démarches qualité** qui font la fierté de nos terroirs peineront à se hisser jusqu'à cette fameuse prise en compte conjointe des dimensions économiques, sociales et écologiques.

Et si la préoccupation climatique prenait de l'ampleur, au point que le consommateur se tourne vers les producteurs pour leur demander leurs engagements concrets en matière de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, les AOC, IGP, labels et autres appellations seraient-elles disqualifiées, dans l'impossibilité de répondre ? Devant ce risque et la montée (potentielle) d'une demande de produits évalués sur des critères environnementaux et étiquetés en conséquence, il y a de quoi se préoccuper et se demander si l'enjeu écologique ne rendra pas progressivement obsolète les productions sous signes officiels de qualité qui auront fait l'économie d'une remise en question.

Certains prennent le taureau par les cornes et promettent de propulser les organisations professionnelles en charge de la qualité et de la promotion des territoires dans l'ère de l'affichage environnemental de leurs produits. Il y a alors fort à faire si l'on ne veut pas s'en tenir à une communication avantageuse et "anticipative", en décalage avec la mentalité et les réalisations des acteurs importants. Malheureusement les responsables professionnels, qui tiennent déjà à bout de bras leurs filières de qualité, voient la plupart du temps d'un mauvais œil l'arrivée d'une nouvelle couche de délibérations et de contraintes. Le dialogue qu'il faut alors instaurer avec tous les producteurs d'une filière peut apparaître comme une étape délicate, la perception des effets positifs d'une démarche approfondie sur les questions environnementales ne faisant pas l'unanimité d'emblée. Confrontés déjà à de multiples difficultés, d'abord économiques et réglementaires, les "collectifs de la qualité" peuvent être vite mis à rude épreuve par un bilan carbone... La batterie des outils de l'environnement est ainsi faite qu'elle créé un nouveau front pour les producteurs et leurs filières, au lieu de leur apporter un raisonnement global qui lie leurs différentes préoccupations pour leur apporter des réponses nouvelles. L'utilisation de méthodes dont la priorité est environnementale (les émissions de CO_2 par exemple) et qui sont incapables de traiter d'abord des flux de matière (avec tonnages et kilométrages) et de critères économiques a dans ce contexte des effets désastreux.

Pourquoi ne pas utiliser des outils à vocation économique ? Leur préoccupation serait déjà de fournir aux responsables professionnels un tableau de bord synthétique et dynamique de l'économie de leur filière, comprenant des "compteurs" environnementaux reliés au fonctionnement de la filière. Ces outils existent et ont fait leur preuve : avec une entrée "gestion des flux", ils sont équipés de calculateurs de critères de performance environnementale. Cette mixité est un gage d'efficacité pour les filières agricoles et assurerait une appropriation plus rapide de l'éco-conception.
Et là où les projets centrés sur l'environnement patinent, il est encore temps de changer d'angle d'attaque : privilégions les approches conjuguant économie, social et environnement.

EO ACV du lait

Nouvelle publication Parméeli sur l'Analyse de Cycle de Vie

Inspiré des conclusions du programme Parméeli (Partenariat pour la Maîtrise de l'Energie et de l'Eau en production de Lait et dans l'Industrie laitière, projet CASDAR 2006-2010), un nouvel article a été rédigé par le Bureau Technique de Promotion Laitière (B.T.P.L.) et ses partenaires, et publié dans la revue "Innovations Agronomiques" de l'INRA (CIAG, volume 17, novembre 2011, consultable sur www.inra.fr/ciag/revue). Eval-Opti étant intervenu pour aider à la rédaction de cette synthèse, nous proposons une version web de l'article sur www.eval-opti.fr (menu "dernières publications") à laquelle les lecteurs pourront réagir via un formulaire de contact. **Cet article relève notamment que la plupart des évaluations environnementales actuelles réalisées pour des produits agricoles et alimentaires sont cernées par des jeux d'hypothèses qui brouillent les cartes, notamment quand elles recourent à des répartitions d'impacts environnementaux entre co-produits.**

EO Bilan carbone des filières agri et agro

Zoom sur les nouvelles recommandations

L'Ademe a publié fin 2011 le guide sectoriel pour la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre dans les filières agricoles et agro-alimentaires, auquel de nombreux organismes ont participé (lien vers le document). Au moment où l'affichage environnemental des produits alimentaires se met en place sur des bases méthodologiques qui ne sont pas totalement élucidées, ce guide pouvait lever le voile sur certains choix stratégiques. **Nous nous sommes en particulier penchés sur le terme "allocation", cité :**

- page 27, pour attirer notre attention sur le fait qu'en la matière chacun procéde à sa façon,
- page 46, pour nous préciser que **des règles d'allocation doivent être mises en place** à l'échelle de l'exploitation,
- page 63, pour insister sur le fait que **l'allocation des impacts entre co-produits d'une exploitation de polyculture-élevage reste une difficulté**,
- page 108, pour situer l'importance des efforts des professionnels de l'alimentation du bétail pour **piloter les travaux sur les allocations entre produits et coproduits,**
- page 114, au chapitre des recommandations, pour indiquer que **les allocations devront être réalisées "selon les règles déterminées entre les interprofessions concernées** par le couple produit/co-produit",
- page 125, pour rappeler que **la réflexion est en cours** pour définir ces règles d'allocations,
- page 131, pour nous faire noter que **l'allocation de GES aux produits et coproduits doit se faire conformément aux règles qui seront définies** dans le cadre d'AgriBALYSE et les référentiels sectoriels de l'affichage environnemental.

Rappelons à ce propos qu'**en principe il faudrait éviter d'utiliser l'allocation pour calculer les impacts environnementaux des coproduits d'une filière. Le débat mériterait d'être ouvert sur le développement d'une évaluation sans allocation.** S'agit-il d'un oubli ou bien de passer résolument outre ?

EO Prospective sur les liens entre agriculture, alimentation et GES

Des scénarios qui manqueraient de réalisme ?

Les trajectoires retenues dans les scénarios prospectifs se précisent mais l'avenir n'en reste pas moins assez flou. Le récent rapport "Trajectoires 2020-2050, vers une économie sobre en carbone" (travaux présidés par Christian de Pertuis) s'interroge sur le niveau des changements à mettre en œuvre pour que la France atteigne le facteur 4 en 2050. Le diagnostic montre qu'il faut compter sur de vraies ruptures de technologie et/ou d'organisation dans tous les secteurs. Mais pas n'importe lesquelles. Les auteurs analysent notamment le scénario AFTERRES 2050 de SOLAGRO, (présenté sur France Culture en novembre 2011) centré sur une transformation du régime alimentaire et un recul des activités d'élevage. **Le facteur 4 (agricole) est qualifié ici d'inatteignable, "car il ne serait réalisable qu'au prix de ruptures sociétales et culturales très fortes", et l'ambition d'un facteur 2 (réduction des émissions agricoles de 50%) s'avère déjà optimiste.** Par ailleurs, le scénario Négawatt (sans volet économique, à l'instar du scénario AFTERRES 2050) fonctionne comme une grande "boîte à idées" très instructive, mais qui ne mesure pas la force de résistance au changement dont pourrait bien faire preuve notre économie et notre consommation. **Pour tenir compte des effets de cette "inertie", c'est sans doute le diagnostic initial qu'il faudrait approfondir, et plancher d'abord sur une prévision réaliste des émissions de la prochaine décennie.**